

« **Le commerce équitable n'est pas une option dans la mondialisation mais une solution** »

samedi 24 mars 2018, par [GUÉRARD Stéphane](#) (Date de rédaction antérieure : 5 octobre 2017).

Blaise Desbordes, directeur général de Max Havelaar France, explique comment l'association se repositionne dans les grands enjeux de la mondialisation et des états généraux de l'alimentation.

Le label Max Havelaar jouit d'une belle notoriété, mais pas l'association française qui porte le modèle. Comptez-vous changer cette situation ?

Blaise Desbordes. L'association se donne un nouvel élan dans un domaine qui peut se réinventer. Son but originel demeure : aider au développement économique des petits producteurs coopératifs du Sud. Cette mission est encore plus importante aujourd'hui tant il est de plus en plus facile de perdre la main sur l'économie du fait de sa mondialisation. En ce sens, le commerce équitable prend encore plus de valeur.

Est-ce à dire que le label Max Havelaar va évoluer ?

Blaise Desbordes. Nous possédons un label de référence à forte notoriété. Mais les consommateurs changent. On doit leur reparler avec force de ce label car l'acte d'achat de produits issus du commerce équitable reste modeste en France : autour de huit euros par panier. Dans d'autres pays, on atteint les quarante euros. Imaginez l'impact d'une hausse de 8 à 40 euros sur la vie des deux à trois millions de producteurs du Sud. Les bienfaits seraient directs et réels, car le prix d'achat de leurs productions, qui leur est garanti contractuellement et sur plusieurs années, les extirpent des fluctuations toujours plus importantes des cours des matières premières. Et le commerce équitable permet de redonner du sens et de l'identité à l'acte d'achat. Dans l'économie mondialisée, les chaînes de valeur sont devenues tellement opaques et complexes qu'il est de plus en plus difficile pour le consommateur d'être responsable avec son charriot de course. Le fonctionnement de la mondialisation nous pousse à ne pas chercher ce qu'il se passe dans les filières où les petits producteurs pauvres sont toujours les variables d'ajustement des prix. Ce fonctionnement n'est pas tenable car le geste économique est ce qui nous relie aux autres. Un producteur d'Asie n'est pas interchangeable avec un autre d'Afrique. Tout n'est pas qu'une question de prix le plus bas, comme nous le fait croire la doxa libérale. C'est en ce sens que le commerce équitable a toujours plus d'importance et qu'il faut en reparler aux consommateurs.

Comment faire pour réaffirmer le modèle du commerce équitable auprès du grand public ?

Blaise Desbordes. Notre mission est de convaincre que les cadres du marché doivent évoluer. Prenons les Etats généraux de l'alimentation, auxquels nous participons actuellement. On nous explique que les producteurs français s'appauvrissent. Nous, nous disons dans ces états généraux que notre système de contrat, qui prend en compte les coûts de production pour fixer les prix

d'achat, et de contrôle, permet à trois millions de producteurs de vivre de leurs productions. Nous avons l'impression que notre message porte. Mais les pouvoirs publics nous disent que ce système s'applique à des filières à haute valeur ajoutée et qu'il n'est pas reproductible massivement. Mais les labellisations AOP, labels rouge ou bio prouvent le contraire. Les gens votent déjà avec leur charriot de course en faveur de prix garantis pour des filières de qualité. Le commerce équitable est aussi à l'avant-garde du commerce responsable du fait de son système de prime versée au groupement de producteurs. Ceux-ci peuvent en user à leur guise en fonction des projets de développement ou d'amélioration sociale que se fixent les communautés. Le commerce équitable œuvre à l'autonomisation de la personne et de la collectivité, à la démocratisation des relations économiques en soutenant les délibérations au sein des coopératives. D'autre part, au moment où l'on parle de l'interdiction du glyphosate, dans le commerce équitable, le respect de l'écosystème est non négociable. Car si on l'abîme, les producteurs sont ceux qui en pâtissent les premiers. D'où l'ajout d'une prime à la conversion au bio. Le commerce équitable représente des dizaines de millions d'euros d'aide au développement qui ne se perdent pas en route mais vont là où les gens en ont besoin. Là aussi, les pouvoirs publics seraient bien avisés de soutenir ce modèle.

Max Havelaar compte-t-il développer un label commerce équitable nord-nord (en direction des producteurs des pays industrialisés) comme d'autres acteurs le font ?

Blaise Desbordes. Notre label repose sur le commerce équitable nord-sud. Mais le « nord-nord » est un phénomène de fond. Nous participons à son développement à travers les activités de la Plateforme du commerce équitable. Nous sommes convaincus que le modèle du commerce équitable n'est pas une option dans la mondialisation. C'est une solution pour les problèmes de développement, de réchauffement climatique, d'urbanisation galopante. C'est une contre-proposition au consumérisme. Un acte d'achat, ce n'est pas juste acheter un produit, mais l'acheter à quelqu'un.

Stéphane Guérard

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

L'Humanité

<https://humanite.fr/le-commerce-equitable-nest-pas-une-option-dans-la-mondialisation-mais-une-solution-643254>